leboncourtier.fr

PARENTS D'ENFANTS AUTISTES : COMMENT LA PROTECTION JURIDIQUE PEUT VOUS AIDER ?

> "La justice est la première condition de l'humanité." – François Guizot

Sommaire

Introduction *2*

I. Les défis juridiques des parents d'enfants autistes *3*

II. Qu'est-ce que la protection juridique et comment fonctionne-t-elle ? *6*

III. Comment choisir une bonne assurance de protection juridique ? *9*

IV. Nos astuces et points de vigilance *11*

V. Les solutions recommandées par Leboncourtier *14*

A. L' offre Zen de Groupama Protection Juridique **14**

B. L'offre AXA **17**

C. En résumé : Comparatif des offres recommandées par Leboncourtier pour les parents d'enfants autistes **21**

D. Quelle solution choisir ? **21**

Conclusion *22*

Introduction

Vous le savez mieux que quiconque : élever un enfant autiste est un combat de chaque instant. Au-delà de l'amour et de la patience qu'il vous faut déployer au quotidien, vous êtes souvent confronté à un **parcours administratif et juridique éprouvant**. Obtenir une aide de la MDPH, faire respecter un droit à la scolarisation adaptée, contester un refus de soins ou anticiper la protection de votre enfant une fois majeur… chaque étape peut se transformer en véritable bataille.

Face à ces défis, vous pouvez parfois vous sentir seul, épuisé par les démarches interminables et les réponses qui tardent à venir. Pourtant, **vous avez des droits**, et vous avez le pouvoir de les faire valoir. C'est là que **la protection juridique** peut faire toute la différence.

Trop souvent méconnue, cette assurance vous permet de **bénéficier d'informations juridiques à chaque étape** :

✅ **Comprendre vos droits et les démarches à suivre**.

✅ **Être défendu face aux administrations et établissements scolaires** en cas de refus injustifié.

✅ **Obtenir la prise en charge des frais d'avocat et de justice** si un litige nécessite une action en justice.

✅ **Anticiper l'avenir** en vous informant sur les mesures de protection existantes pour votre enfant à sa majorité.

Vous vous battez chaque jour pour offrir à votre enfant les meilleures conditions possibles. **Avec une protection juridique adaptée, vous ne serez plus seul dans ce combat.**

Dans ce livre blanc, vous trouverez **toutes les clés pour vous protéger efficacement** :

- Quels sont les principaux litiges auxquels vous pouvez être confronté et comment les gérer ?
- Comment fonctionne une assurance protection juridique et que couvre-t-elle vraiment ?
- Quelles sont les meilleures solutions pour vous et votre famille ?

💡 Grâce aux témoignages de parents qui, comme vous, ont dû faire face à des refus et des blocages, vous découvrirez comment une assistance juridique leur a permis de faire valoir leurs droits et de protéger leur enfant.

Ensemble, faisons respecter vos droits et ceux de votre enfant.

📌 Découvrez dès maintenant comment la protection juridique peut vous simplifier la vie et vous apporter la sérénité que vous méritez.

I. Les défis juridiques des parents d'enfants autistes

L'autisme, en tant que trouble du neurodéveloppement, entraîne des besoins spécifiques qui nécessitent une prise en charge adaptée. Pourtant, de nombreux parents se heurtent à des obstacles administratifs, éducatifs et médicaux qui peuvent compromettre l'accès aux droits de leur enfant. Ces difficultés peuvent rapidement devenir sources de stress, voire de litiges avec les institutions concernées.

A. Les démarches administratives complexes

L'obtention des aides et prestations pour un enfant autiste est souvent un parcours semé d'embûches. Les parents doivent naviguer dans un système administratif lourd et chronophage, avec des procédures parfois opaques.

✅ **Reconnaissance du handicap et aides financières** : L'octroi de l'Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé (AEEH) et de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) nécessite de constituer des dossiers détaillés auprès de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH). Or, il n'est pas rare que ces demandes soient refusées ou attribuées avec un taux inférieur aux besoins réels de l'enfant.

✅ **Délai et manque de transparence** : Certaines familles attendent des mois avant d'obtenir une réponse de la MDPH, et lorsqu'elle est négative ou insuffisante, elles doivent engager un recours administratif, souvent sans accompagnement juridique.

➡️ **Exemple** : Une famille se voit attribuer une AEEH de base sans complément, alors que leur enfant a besoin d'une assistance quotidienne importante. Sans une aide juridique, il est difficile de contester efficacement cette décision.

B. La scolarisation et les litiges avec les établissements

L'école est un droit fondamental pour tous les enfants, y compris ceux avec un trouble du spectre de l'autisme (TSA). Cependant, de nombreux parents doivent batailler pour obtenir une scolarisation adaptée.

✅ **Refus d'aménagements spécifiques** : Certaines écoles refusent d'appliquer le Projet Personnalisé de Scolarisation (PPS) recommandé par la MDPH, privant ainsi l'enfant des adaptations nécessaires (AESH, temps aménagé, supports spécifiques).

✅ **Exclusions injustifiées** : Il arrive qu'un enfant autiste soit exclu de l'école sous prétexte qu'il est "trop difficile à gérer", sans qu'aucune solution alternative ne soit proposée aux parents.

✅ **Manque d'accompagnement par un AESH** : Malgré une notification favorable de la MDPH, l'Éducation nationale manque parfois de moyens pour affecter un Accompagnant des Élèves en Situation de Handicap (AESH), obligeant les parents à faire pression ou à recourir à des actions juridiques.

➡️ **Exemple** : Un enfant autiste diagnostiqué avec un besoin d'accompagnement en classe se voit refuser l'affectation d'un AESH. Ses parents doivent faire appel au médiateur de l'Éducation nationale et, en dernier recours, saisir le tribunal administratif.

C. Litiges avec les mutuelles et assurances santé

Des désaccords peuvent surgir sur la prise en charge des soins, notamment sur les plafonds de remboursement et les exclusions de garanties.

➡️ **Exemple** : Une mutuelle refuse de couvrir les séances d'ergothérapie sous prétexte qu'elles ne sont pas médicalement reconnues, alors que la MDPH les considère comme essentielles pour l'enfant.

D. La protection des droits de l'enfant

Au-delà des questions administratives et médicales, les familles peuvent également être confrontées à des situations de discrimination ou de maltraitance institutionnelle.

✅ **Discriminations à l'école ou dans les structures d'accueil** : Certains parents doivent mener des actions contre des établissements qui refusent d'adapter leur fonctionnement aux besoins spécifiques de leur enfant.

✅ **Signalements abusifs aux services sociaux** : Il arrive que des familles, faute de pouvoir obtenir les accompagnements adaptés, soient injustement signalées aux services de protection de l'enfance sous prétexte de "négligence parentale".

✅ **Refus d'accès aux loisirs et à la vie sociale** : Certains clubs sportifs, centres de loisirs ou colonies de vacances refusent l'inscription d'un enfant autiste, ce qui constitue une discrimination.

➡️ **Exemple** : Une famille est accusée de ne pas "gérer correctement" les crises de leur enfant et se retrouve sous le coup d'une enquête sociale injustifiée. Une assistance juridique permet alors de défendre les parents et de faire valoir leurs droits.

E. L'information juridique pour la mise en place d'une tutelle, curatelle ou autre dispositif de protection

Lorsque l'enfant autiste atteint l'âge de la majorité, une nouvelle série de défis juridiques apparaît pour les parents. En fonction du degré d'autonomie de leur enfant, ils doivent anticiper et organiser un dispositif de protection juridique afin de préserver ses droits et assurer son avenir.

1. Pourquoi mettre en place une mesure de protection ?

À 18 ans, toute personne devient juridiquement responsable d'elle-même, même si elle présente un handicap altérant sa capacité à gérer son quotidien. Pour les jeunes adultes autistes ayant des difficultés à prendre des décisions ou à gérer leurs finances, une mesure de protection légale (tutelle, curatelle, mandat de protection future) peut être nécessaire pour les accompagner dans leurs démarches administratives, bancaires et médicales.

2. Les différentes mesures de protection

✅ **La tutelle** : C'est la mesure la plus contraignante. Elle est réservée aux personnes dont l'autonomie est très limitée et implique qu'un tuteur (souvent un parent) prenne les décisions importantes à leur place.

✅ **La curatelle** : Elle permet à la personne protégée de conserver une partie de son autonomie, mais avec l'assistance d'un curateur pour les décisions importantes (contrats, gestion financière).

✅ **Le mandat de protection future** : Il permet aux parents d'organiser à l'avance la protection de leur enfant en désignant un futur tuteur ou curateur, évitant ainsi une procédure judiciaire longue et incertaine.

3. L'information juridique pour choisir la meilleure solution

La mise en place de ces mesures nécessite une procédure judiciaire auprès du juge des contentieux de la protection, qui exige un dossier médical et social détaillé. Une information juridique permet aux parents de comprendre les implications légales de chaque mesure.

4. Conclusion

Les défis juridiques que rencontrent les parents d'enfants autistes ne s'arrêtent pas à la majorité de leur enfant. Entre les démarches administratives, les recours contre les refus d'aménagements scolaires ou médicaux, et la mise en place d'une protection légale adaptée à l'âge adulte, les familles doivent sans cesse faire face à des situations complexes et potentiellement litigieuses.

C'est dans ce cadre que la protection juridique prend tout son sens. Dans le chapitre suivant, nous verrons en détail comment fonctionne une assurance protection juridique et en quoi elle peut être un soutien précieux pour les familles concernées.

II. Qu'est-ce que la protection juridique et comment fonctionne-t-elle ?

Face aux nombreux défis juridiques que rencontrent les parents d'enfants autistes, la protection juridique apparaît comme une solution précieuse. Trop souvent méconnue, elle permet d'être accompagné par des experts en droit et de bénéficier d'un soutien efficace en cas de litige. Dans ce chapitre, nous allons détailler son fonctionnement, ses avantages et ce qu'elle couvre réellement.

A. Définition et principe de la protection juridique

L'objet de l'assurance de protection juridique est de fournir des services et/ou de prendre en charge des frais de procédure en cas de différent ou de litige opposant l'assuré à un tiers (art L127-1 c.ass.).

B. Ce que couvre une bonne assurance protection juridique

Une protection juridique efficace doit couvrir plusieurs domaines clés pour les parents d'enfants autistes. Il faut regarder s'il y a bien les garanties suivantes dans les champs d'intervention :

- Recours administratifs (ex : Éducation nationale)
- Protection sociale (ex : sécurité sociale)
- Santé (ex : dépassements d'honoraires abusifs ou les refus d'accès aux soins)

Retrouvez sur notre site le calculateur en ligne pour voir le comparatif entre le coût de votre protection juridique : https://leboncourtier.fr/est-ce-rentable-souscrire-protection-juridique-le-calculateur

C. Comment fonctionne la prise en charge ?

L'assurance protection juridique fonctionne selon un schéma relativement simple :

1. Demande d'information juridique

✅ L'assuré contacte son assurance pour obtenir un avis juridique sur une situation donnée.

✅ Un juriste l'oriente sur les démarches à suivre et les recours possibles.

2. Démarches amiables

✅ Si un conflit survient, l'assureur peut proposer une démarche amiable pour tenter de résoudre le litige sans passer par une procédure judiciaire.

Exemple : une négociation avec l'école pour obtenir l'application du PPS.

3. Engagement d'une procédure judiciaire

✅ Si aucune solution amiable n'est trouvée, l'assurance peut prendre alors en charge les frais d'avocat et de procédure, dans la limite des garanties du contrat.

Témoignage : « Une assurance qui nous a sauvé du désespoir »

Céline, maman de Hugo, 15 ans, autiste avec un trouble sévère du langage, partage son expérience :

"*Nous n'avions jamais pensé à souscrire une assurance protection juridique jusqu'au jour où nous avons été confrontés à un refus catégorique de la MDPH pour une aide essentielle. Notre fils devait bénéficier d'un accompagnement en ULIS, mais l'administration a rejeté notre demande sans explication claire.*

Complètement perdus, nous avons contacté notre assurance protection juridique, souscrite quelques mois plus tôt. Immédiatement, un juriste a pris en charge notre dossier, nous a aidés à constituer un recours et nous a même mis en relation avec un avocat spécialisé dans les litiges administratifs.

Grâce à cet accompagnement, nous avons obtenu gain de cause et notre fils a pu intégrer la classe ULIS dont il avait besoin. Aujourd'hui, nous savons que nous ne sommes plus seuls face aux démarches complexes et injustes."

D. Quels sont les avantages d'une protection juridique pour les parents d'enfants autistes ?

1. Un accompagnement Humain

Les parents d'enfants autistes vont être écoutés et conseillés par des juristes qui répondent à leurs questions et les conseillent, pour qu'ils puissent se défendre ou faire respecter leurs droits.

2. Un accompagnement juridique

Face à des institutions parfois rigides, il est essentiel d'être bien informé et soutenu. Une protection juridique permet d'engager des recours avec de solides arguments pour ne plus être seul face à leur litige.

3. Un accompagnement financier

Les frais d'avocat et d'expertise peuvent être élevés et cela peut être un frein dans vos démarches pour protéger votre enfant. La protection juridique permet par la prise en charge des frais de procédure (honoraires et frais de l'avocat, expert…) de faire valoir vos droits.

➡️ **Témoignage : Le cas d'Audrey et Julien**

"Lorsque notre fils Mathieu a été diagnostiqué autiste sévère, nous avons rapidement été confrontés à des démarches complexes. À chaque étape – scolarisation, demande d'AESH, accès aux aides de la MDPH – nous avons dû nous battre. Grâce à notre assurance protection juridique, nous avons pu contester un refus de prise en charge d'ergothérapie et obtenir gain de cause sans avoir à débourser des sommes astronomiques en frais d'avocat. Aujourd'hui, nous savons que nous avons un soutien en cas de besoin, et cela nous enlève une énorme charge mentale."

Conclusion

La protection juridique est un outil essentiel pour les parents d'enfants autistes. Elle leur permet de défendre leurs droits et d'éviter des frais de justice trop lourds. Dans le prochain chapitre, nous verrons pourquoi il est crucial de souscrire à une assurance protection juridique et comment bien la choisir pour qu'elle corresponde à vos besoins spécifiques.

III. Comment choisir une bonne assurance de protection juridique ?

Souscrire à une assurance de protection juridique est une décision essentielle pour les parents d'enfants autistes. Cependant, toutes les offres ne se valent pas et il est crucial de choisir un contrat adapté aux besoins spécifiques des familles concernées. Ce chapitre vous guide sur les critères essentiels à vérifier, les garanties indispensables et les offres spécialement conçues pour accompagner les parents dans leurs démarches.

Avant de souscrire une assurance protection juridique, il est important de comparer plusieurs éléments pour s'assurer que le contrat corresponde bien aux besoins des familles ayant un enfant autiste.

A. L'étendue des garanties

Toutes les assurances protection juridique ne couvrent pas les mêmes domaines. Pour une famille avec un enfant autiste, voici les garanties essentielles à rechercher :

✅ **Informations sur les démarches administratives** (MDPH, CAF, Sécurité sociale)

✅ **Recours contre un refus d'aménagement scolaire** (AESH, ULIS, orientation spécialisée)

✅ **Litiges liés aux soins médicaux et aux remboursements de santé**

✅ **Recours amiable ou judiciaire en cas de discrimination ou d'exclusion**

✅ **Informations sur les mesures de protection (tutelle, curatelle) à la majorité**

B. Les montants de prise en charge

Il est essentiel de vérifier jusqu'à quel montant l'assurance couvre les frais juridiques. Un bon contrat doit inclure :

✅ La prise en charge des **honoraires d'avocat**.

✅ Les **frais d'expertise et de procédure**.

✅ L'accès à un **service de conseil juridique illimité**.

C. Les exclusions de garanties à éviter

Certaines assurances excluent des domaines cruciaux comme les recours contre des décisions administratives ou les litiges avec l'Éducation nationale. Avant de signer, vérifiez :

⚠️ **Que l'assurance couvre bien les recours contre les décisions de la MDPH ou de l'Éducation nationale (litiges administratifs)**.

D. Poser les bonnes questions à l'assureur

Lors d'un échange avec un conseiller, demandez :

❓ « Couvrez-vous les litiges liés aux décisions de la MDPH ou de l'Éducation nationale ? »

❓ « Les frais d'avocat sont-ils pris en charge dès la première procédure ? »

❓ « Proposez-vous une information juridique concernant les mesures de protection ? »

❓ « Quelle est la procédure pour déclarer un litige et obtenir une aide juridique ? »

E. Lire attentivement les conditions générales

Avant de signer, prenez le temps de lire le contrat, notamment :

📌 **Les domaines couverts et exclus**.

📌 **Les plafonds de prise en charge des frais d'avocat et de justice**.

📌 **Les délais de carence éventuels** (certains contrats exigent une période minimale avant d'être opérationnels).

Conclusion

Choisir une assurance protection juridique adaptée aux besoins des parents d'enfants autistes est essentiel pour anticiper et gérer les nombreux défis administratifs, scolaires et médicaux qu'ils peuvent rencontrer.

En vérifiant **l'étendue des garanties**, **les montants de prise en charge** et **les exclusions**, les familles peuvent s'assurer d'avoir une protection efficace et rassurante sur le long terme.

Dans le prochain chapitre, nous verrons comment utiliser concrètement son assurance protection juridique pour défendre ses droits et obtenir l'accompagnement nécessaire.

IV. Nos astuces et points de vigilance

Choisir une assurance protection juridique adaptée est une démarche essentielle pour anticiper et gérer les litiges liés aux droits de votre enfant autiste. Cependant, pour maximiser son efficacité, il est crucial d'adopter certaines bonnes pratiques et d'éviter certains pièges courants. Voici **cinq conseils clés** pour optimiser votre protection juridique.

A. Souscrire avant la survenance d'un litige

⚠️ **Une protection juridique ne couvre pas un litige déjà en cours !**

Les contrats d'assurance protection juridique ne prennent en charge que les faits générateurs survenus après la souscription. Cela signifie que si vous attendez d'être en litige avec une administration, un établissement scolaire ou une mutuelle pour souscrire, **vous ne pourrez pas bénéficier d'une prise en charge pour ce problème précis**.

✅ **Notre conseil** : Anticipez ! Même si vous n'avez pas encore rencontré de difficultés, souscrire dès maintenant vous permettra d'être couvert pour tous les litiges qui pourraient survenir à l'avenir.

B. Si un litige est déjà en cours, il n'est jamais trop tard pour bien faire

Si vous êtes déjà confronté à un refus d'aménagement scolaire, à un problème avec la MDPH ou à un litige médical, il est vrai qu'une nouvelle protection juridique ne pourra pas couvrir ce dossier en particulier. **Toutefois, si d'autres litiges surviennent, cela vous permettra d'être couvert.**

✅ **Notre conseil** : Souscrivez sans tarder ! En vous assurant dès maintenant, vous serez protégé et pourrez agir plus sereinement.

C. Multiplier les contrats de protection juridique pour une couverture optimale

⚠️ **Un seul contrat ne suffit pas toujours !**

Tous les contrats de protection juridique n'offrent pas les mêmes garanties, ni les mêmes montants de prise en charge. Il peut arriver qu'un assureur refuse un dossier ou applique des limites de couverture. Dans ce cas, **pouvoir solliciter un autre contrat est une solution efficace**.

✅ **Notre conseil** : Ne pas hésiter à souscrire **plusieurs contrats de protection juridique**, en diversifiant les assureurs pour optimiser la couverture de prise en charge.

✅ **Astuce :** En passant par un courtier, il est possible de cumuler plusieurs protections juridiques sans nécessairement avoir d'autres contrats dans les compagnies. Certains agents généraux vont en revanche vous demander d'avoir au moins un contrat habitation ou auto chez eux pour souscrire la protection juridique.

D. Éviter les protections juridiques incluses dans une assurance habitation ou auto

⚠️ **Les garanties incluses dans une assurance habitation ou auto sont souvent limitées !**

De nombreuses compagnies proposent des protections juridiques en complément d'un contrat habitation ou automobile. Si cela peut sembler pratique et économique, ces options sont **souvent limitées en termes de garanties**, avec **de nombreuses exclusions** et **des plafonds de prise en charge réduits**, et pas forcément moins chères qu'une protection juridique indépendante et plus complète.

✅ **Notre conseil** : Privilégiez une **protection juridique autonome et spécialisée**. Cela garantit :

- Une **couverture plus large**, adaptée aux besoins spécifiques des familles ayant un enfant autiste.
- Des **garanties renforcées** sans exclusions sur les litiges liés au handicap.
- Une **prise en charge plus élevée** des frais d'avocat et de procédure.

E. Séparer sa protection juridique de son assureur principal

⚠️ **Un litige avec votre propre assureur peut poser problème !**

Si votre seule protection juridique est intégrée à votre contrat habitation ou auto, vous risquez de vous retrouver sans recours en cas de conflit avec cet assureur lui-même.

✅ **Notre conseil** : Souscrire une **protection juridique dans une compagnie d'assurance distincte** de votre assureur principal permet d'avoir **un levier d'action supplémentaire** en cas de litige avec celui-ci.

✅ **Notre astuce** : En passant par un courtier qui est indépendant des compagnies d'assurances il pourra vous guider sur la meilleure protection juridique.

F. Anticiper la majorité de votre enfant

En effet, pour la couverture concernant la tutelle ou la curatelle, les assureurs prévoient généralement cela dans leur contrat haut de gamme mais avec un délai de carence. Par mesure de précaution, si vous avez souscrit la formule de base, **augmentez vos garanties avant les 17 ans de votre enfant** pour prévoir ce délai de carence et accéder aux informations juridiques sur les mesures de protection.

✅ N'hésitez pas à nous demander conseil pour être orienté sur la formule la plus adaptée pour vous.

V. Les solutions recommandées par Leboncourtier

Chez **Leboncourtier**, nous avons sélectionné des offres de protection juridique adaptées aux besoins des parents d'enfants autistes. Ces solutions couvrent un large éventail de litiges administratifs, médicaux, scolaires et familiaux, avec des garanties spécifiques selon les formules choisies.

Nous avons analysé en détail les offres de **Groupama** et **AXA**, qui se distinguent par leur couverture étendue et leur capacité à répondre aux besoins spécifiques des familles.

A. L' offre Zen de Groupama Protection Juridique

Groupama Protection Juridique est un assureur spécialisé en protection Juridique depuis 1981, filiale du groupe GROUPAMA. Une société à taille humaine qui met le client au cœur de ses préoccupations. Des collaborateurs engagés pour accompagner au quotidien humainement et juridiquement les assurés. Un projet d'entreprise définit en 4 axes : l'humain, l'environnement, la solidarité et la performance pour une justice plus rapide et accessible.

1. Qui est assuré par le contrat ?

L'Assuré, c'est-à-dire :

- Vous-même dont les coordonnées figurent aux Dispositions Particulières.
- Votre conjoint ou assimilé (personne vivant maritalement avec vous par exemple dans le cadre d'un PACS) ainsi que **vos enfants à charge fiscalement ou vivant habituellement à votre foyer.**

2. Comparatif des offres Zen de Groupama Protection Juridique

a) Le tableau comparatif des garanties

Garanties	Zen Référence	Zen Privilège
Administration	✓	✓
Aide aux victimes	✓	✓
Animaux de compagnie	✓	✓
Association	✓	✓
Automobile / Moto	✓	✓
Consommation	✓	✓
Défense pénale	✓	✓
Emplois familiaux	✓	✓
E-réputation	✓	✓
Frais de stage de récupération de points du Permis de conduire	✓	✓
Habitat	✓	✓
Infraction au Code la Route	✓	✓
Plaisance	✓	✓
Protection sociale	✓	✓
Redressement fiscal	✓	✓
Santé	✓	✓
Sports, loisirs, voyages	✓	✓
Travail	✓	✓
Travaux	✓	✓
Usurpation d'identité	✓	✓
Changement de régime matrimonial	✗	✓
Divorce toutes causes / Dissolution d'un PACS	✗	✓
Dons et legs	✗	✓
Droit de visite des grands-parents	✗	✓
Filiation / Adoption	✗	✓
Incapacité (tutelle, curatelle)	✗	✓
Nouveau permis	✗	✓
Pension et obligation alimentaire	✗	✓
Succession en ligne directe	✗	✓
Transaction immobilière	✗	✓
Gros travaux supérieurs à 25 000 €	✗	✔

Zen référence :

L'offre zen référence couvre donc bien déjà les litiges avec les administrations ainsi que toutes les garanties de base.

➡️ **Idéal pour :** les parents souhaitant une protection efficace pour les démarches scolaires et médicales, sans nécessité d'informations surla tutelle ou la curatelle.

📌 **Plafond de garantie** : Jusqu'à **25 000 € par sinistre**.

📌 **Délai de carence** : néant.

Voir le tarif et souscrire en ligne ici : https://leboncourtier.fr/souscrire-en-ligne-protection-juridique-zen-reference

Zen Privilège :

L'offre Zen Privilège permet d'étendre les garanties, notamment sur toutes les composantes familiales.

➡️ **Idéal pour :** les familles souhaitant une protection complète, y compris pour la gestion juridique de leur enfant après sa majorité.

📌 **Plafond de garantie** : Jusqu'à **25 000 € par sinistre**.

📌 **Délai de carence** : 12 mois pour les garanties « Changement de régime matrimonial », « Divorce ou dissolution d'un PACS », « Dons et legs », « Droit de visite des grands-parents », « Filiation / Adoption », « Incapacité », « Pension et obligation alimentaire », « Succession en ligne directe ».

Voir le tarif et souscrire en ligne ici : https://leboncourtier.fr/souscrire-en-ligne-protection-juridique-zen-privilege

b) Les limitations du contrat et exclusions

❌ Exclusions Générales

- Litiges survenus avant la souscription du contrat (ou pendant le délai de carence).
- Les infractions pénales intentionnelles et dolosives.
- Les conflits collectifs du travail (grèves, licenciements économiques).
- Les litiges entre assurés couverts par le même contrat de protection juridique
- Litiges sur les permis de construire et les autorisations d'urbanisme.
- Les actions collectives en justice (class action).

⏳ **Restrictions et Délais de Carence**

🔶 **Seuils d'intervention minimum pour une prise en charge**

- Un litige doit présenter un enjeu financier d'au moins 230 € TTC pour être couvert en phase amiable.
- Si le montant en jeu est inférieur à 500 €, seuls les frais de résolution amiable sont pris en charge ; la prise en charge judiciaire est exclue.
- Si le montant dépasse 500 €, une prise en charge judiciaire est possible.

🔶 **Délai de carence de 12 mois pour les garanties suivantes (uniquement garanties de la formule privilège) :**

- Changement de régime matrimonial
- Divorce ou dissolution d'un PACS
- Dons et legs
- Droit de visite des grands-parents
- Filiation / Adoption
- Incapacité
- Pension et obligation
- Succession en ligne directe.

⚠️ **Pour connaître l'ensemble des garanties, exclusions et limitations de votre contrat, nous vous recommandons de consulter attentivement les Conditions Générales.**

3. Ce que nous aimons chez Zen Groupama Protection juridique

💚 Une plateforme téléphonique ouverte du lundi au vendredi de 9h à 20h et le samedi de 9h à 12h30.

💚 Un service juridique de très bonne qualité et réactif.

💚 La garantie e-réputation incluse dans les 2 formules

B. L'offre AXA

AXA est un acteur majeur de l'assurance, offrant une protection juridique complète, réactive et transparente. Grâce à son service juridique performant, les assurés bénéficient d'un accès direct à des juristes spécialisés, et d'un réseau d'avocats. Son service client réactif et digitalisé permet une gestion simplifiée des litiges, avec un accompagnement personnalisé à chaque étape. Avec des garanties étendues couvrant les litiges administratifs, médicaux, éducatifs et familiaux,

AXA se distingue par sa solidité financière, son expertise et son engagement envers ses assurés, garantissant une protection efficace et adaptée aux besoins de chacun.

1. Qui est assuré par le contrat ?

Sont assurés dans le contrat AXA :

- **Le souscripteur** : La personne physique désignée comme telle dans les conditions particulières du contrat, c'est-à-dire celle qui paie la cotisation.
- **Le conjoint du souscripteur**, son concubin notoire ou son partenaire de PACS vivant sous le même toit.
- **Les enfants de moins de 25 ans**, à charge fiscalement du souscripteur, de son conjoint, de son concubin notoire ou de son partenaire PACS vivant sous le même toit.
- Les enfants sur lesquels le souscripteur, son conjoint ou son concubin notoire ou son partenaire PACS exerce l'autorité parentale.

2. Comparatif des offres AXA

La plateforme téléphonique ouverte du lundi au vendredi de 9h30 à 19h30.

a) Les limitations du contrat et exclusions

❌ **Exclusions Générales (communes aux deux formules)**

- Les litiges vous opposant à JURIDICA.
- Litiges liés à une activité professionnelle non salariée (auto-entrepreneur, libéral, société…).
- Biens immobiliers situés hors de France métropolitaine et Monaco.
- Gestion patrimoniale, placements financiers et valeurs mobilières (bourse, crypto-actifs, etc.).
- Litiges liés à un divorce et ses conséquences.
- Mise en cause de l'assuré pour une infraction pénale intentionnelle ou dolosive.
- Conflits collectifs du travail et grèves.
- Négociation et conclusion d'une rupture conventionnelle d'un contrat de travail.
- Propriété industrielle, littéraire et artistique (brevets, marques, droits d'auteur…).
- Litiges connus avant la souscription du contrat.
- Litiges où la responsabilité civile de l'assuré est engagée (exemple : vous causez un dommage et c'est votre responsabilité civile qui couvre les frais).

⏳ **Restrictions et Délais de Carence**

- **Délai de carence de 6 mois** pour :
  - Litiges liés aux travaux,
  - Litiges de voisinage,
  - Droit du travail,
  - Logement et travaux
  - Fiscalité,
  - Litiges familiaux (succession, adoption, tutelle, curatelle…).
  - Administration
- **Montant minimum des intérêts en jeu** :
  - 150 € TTC pour une prise en charge amiable.
  - 500 € TTC pour une prise en charge judiciaire.
- **Nombre de litiges limités** :
  - 5 litiges/an pour la Formule Essentielle.
  - 5 litiges/an pour la Formule Optimale (7 si option Biens Loués souscrite).

⚖️ **Exclusions liées aux Frais et Honoraires**

- Dépôt de plainte sans constitution de partie civile.
- Honoraires de résultat d'avocats.
- Frais de serrurier, huissier, déménagement en cas d'expulsion.
- Dépens et frais irrépétibles engagés par la partie adverse et mis à votre charge.
- Litiges où un recours est possible via un fonds d'indemnisation (ex. fonds de garantie des victimes).

⚠️ **Pour connaître l'ensemble des garanties, exclusions et limitations de votre contrat, nous vous recommandons de consulter attentivement les Conditions Générales du contrat.**

b) Le tableau comparatif des garanties

Ce tableau compare les deux niveaux de garanties du contrat Ma Protection Juridique Particuliers. La Formule Optimale offre une couverture plus étendue, notamment pour les travaux, la succession, la tutelle et la gestion de biens immobiliers supplémentaires.

Critères	Formule Essentielle	Formule Optimale
Informations juridiques	✓	✓
Mise à disposition de courriers & modèles types	✓	✓
Consommation (achats, ventes, services, véhicules, voyages, banques, téléphonie, etc.)	✓	✓
Litiges liés au contrat de travail et aux employés familiaux	✓	✓
Litiges liés à la résidence principale (voisinage, copropriété, travaux < 10 000 €)	✓	✓
Litiges avec une administration (impôts, sécurité sociale, retraite, mairie, etc.)	✓	✓
Litiges médicaux (hôpital, clinique, médecin, erreur médicale, infection nosocomiale, etc.)	✓	✓
Protection en cas de violences familiales	✓	✓
Protection en cas de harcèlement scolaire	✓	✓
Victime d'une infraction pénale (vol, usurpation d'identité, agression, etc.)	✓	✓
Plafond de prise en charge par litige	25 000 € TTC	37 500 € TTC
Nombre maximum de litiges pris en charge / an	5	5 (7 si option Biens Loués souscrite)
Majoration des plafonds de prise en charge (+50%)	✗	✓
Prise en charge des frais de conseils juridiques pour les contrats personnels (ContratSûr)	✗	oui (580 €/an, dont 350 € pour avocat)
Successions et donations	✗	✓
Filiation et adoption	✗	✓
Tutelle, curatelle et dépendance	✗	✓
Travaux immobiliers jusqu'à 100 000 € TTC	nonLimité à 10 000 € TTC	oui jusqu'à 100 000 € TTC
Litiges liés aux autorisations d'urbanisme (permis de construire, déclaration de travaux, etc.)	✗	✓
Résidence secondaire et terrains supplémentaires	✗	✓
Option Biens Immobiliers donnés en location	✗	oui Disponible en option (+9 €/mois/bail)

3. Ce que nous aimons chez AXA

💚 La protection spécifique et complète en cas de harcèlement scolaire

💚 Un service juridique de très bonne qualité.

💚 La possibilité de renforcer le plafond de vos garanties

C. En résumé : Comparatif des offres recommandées par Leboncourtier pour les parents d'enfants autistes

Critères de comparaison	Groupama Référence	Groupama Privilège	AXA Essentielle	AXA Optimale
Plafond de garantie par sinistre	25000	25000	25000	37500
Litiges avec la MDPH et la CAF	✓	✓	✓	✓
Litiges liés à l'éducation (refus AESH, ULIS, exclusions)	✓	✓	✓	✓
Litiges médicaux (refus de soins, remboursements)	✓	✓	✓	✓
Tutelle, curatelle, mandat de protection future	✗	Oui (après 12 mois)	✗	Oui (après 6 mois)
Litiges liés à l'adoption et la filiation	✗	Oui (après 12 mois)	✗	Oui (après 6 mois)
Successions et donations	✗	Oui (après 12 mois)	✗	Oui (après 6 mois)
Litiges immobiliers et travaux (logement adapté au handicap, travaux d'accessibilité)	Oui (limité aux travaux < 25 000 €)	Oui	Oui (jusqu'à 10 000 €)	Oui (jusqu'à 100 000 €)
Protection contre le harcèlement scolaire	✓	✓	Oui, module spécifique	Oui module spécifique
Protection contre les violences intra-familiales	✓	✓	✓	✓
E-réputation avec enfouissement	✓	✓	✓	✓
Seuil minimum d'intervention en phase amiable	230	230	150	150
Seuil minimum d'intervention en phase judiciaire	500	500	500	500

D. Quelle solution choisir ?

🔎 **Analyse et recommandations :**

✔ **AXA Optimale** offre la meilleure couverture avec un **plafond de garantie plus élevé** (37 500 €) et des garanties plus larges mais un délai de 6 mois et à prévoir en particulier sur les conflits avec les administrations.

✔ **Groupama Zen Référence** couvrent bien les litiges classiques **sans délais de carence** mais ne protègent pas la tutelle/curatelle, ni les gros travaux d'adaptation. C'est le **contrat le moins onéreux** et qui suffit pour protéger un enfant autiste mineur. Ce contrat n'est pas plafonné en nombre de litiges contrairement au contrat AXA.

✔ **Groupama Zen Privilège** est intéressant pour les parents voulant **une protection sur la succession, la tutelle/curatelle, et les travaux supérieurs à 25 000 €**. Ce contrat n'est pas plafonné en nombre de litiges contrairement au contrat AXA.

Afin de bénéficier du meilleur conseil et obtenir un devis sur mesure, contactez-nous sur

daphne.frappe@leboncourtier.fr

07 55 52 34 20

Conclusion

Tout au long de ce guide, vous avez découvert à quel point la protection juridique peut être un **allié essentiel** face aux défis que vous rencontrez au quotidien. Les démarches administratives, les refus d'aménagements scolaires, les litiges liés aux soins ou encore la mise en place d'une mesure de protection à la majorité… **ces situations ne devraient jamais être un frein au bien-être et aux droits de votre enfant.**

Mais **sans accompagnement juridique, chaque obstacle peut devenir une épreuve épuisante** et vous contraindre à subir des décisions injustes, faute de moyens pour les contester. **Pourquoi prendre ce risque ?**

✅ **Une protection juridique, c'est :**

✔ **Un accès immédiat à des experts** pour vous informer sur vos droits et vous guider dans vos démarches.

✔ **Une prise en charge des frais d'avocat et de justice**, pour éviter que l'aspect financier ne vous empêche d'agir.

✔ **Une sécurité pour l'avenir**, notamment pour organiser la protection de votre enfant lorsqu'il sera majeur.

✔ **Une sérénité précieuse**, en sachant que vous n'êtes plus seul face aux administrations et aux institutions.

📞 **Contactez dès maintenant Leboncourtier pour un accompagnement personnalisé et découvrez l'offre la plus adaptée à votre situation. RDV sur https://leboncourtier.fr/devis-protection-juridique-particuliers-2**